

DEMANDE DE RACHAT TOTAL



A retourner à :

Aviva Vie

TSA 72710 - 92895 Nanterre Cedex 9

Adhésion n°

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Aviva Epargne Plurielle

3 car. Nom Client

--	--	--

RACHT

DEMANDE DE RACHAT TOTAL

- Personne Physique⁽¹⁾ -

Identité de l'Adhérent (toutes mentions obligatoires)

Je soussigné(e) Monsieur Madame Mademoiselle

Nom et Prénom : _____ Nom de jeune fille : _____

Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à (Ville) : _____ (Département) |_|_|_|_|

Demeurant : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Ville : _____ Pays : _____

E-mail : _____ @ _____

Personne Politiquement Exposée (conformément aux articles L.561-10 2° et R.561-18 du Code Monétaire et Financier)⁽²⁾ : OUI NON

Souscripteur / adhérent au contrat ci-dessus énoncé.

Identité du Co-Adhérent (toutes mentions obligatoires)

Je soussigné(e) Monsieur Madame Mademoiselle

Nom et Prénom : _____ Nom de jeune fille : _____

Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à (Ville) : _____ (Département) |_|_|_|_|

Demeurant : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Ville : _____ Pays : _____

E-mail : _____ @ _____

Personne Politiquement Exposée (conformément aux articles L.561-10 2° et R.561-18 du Code Monétaire et Financier)⁽²⁾ : OUI NON

Souscripteur / adhérent au contrat ci-dessus énoncé.

Identité du Conjoint

Monsieur Madame

Nom et Prénom : _____ Nom de jeune fille : _____

Nature de l'opération

Rachat Total

Mode de règlement

virement

Motif de l'opération (destination des fonds)
(caractère obligatoire selon dispositions précisées dans la notice explicative en page 2)

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> financement d'un achat immobilier | <input type="checkbox"/> financement d'un achat de véhicule |
| <input type="checkbox"/> financement de travaux | <input type="checkbox"/> donation |
| <input type="checkbox"/> impôts | |
| <input type="checkbox"/> autre : _____ | |

CONTRAT VIE

Les pièces et éléments à fournir **OBLIGATOIREMENT** sont à déterminer au moyen de la notice explicative présente en page 2.

OPTION FISCALE (cocher la case correspondante). Attention, si aucune case n'est cochée, la déclaration par le demandeur au titre de l'impôt sur le revenu sera appliquée.

Je demande que le prélèvement libératoire soit retenu (les prélèvements sociaux étant précomptés par l'assureur)

Je me charge moi-même de déclarer la plus-value (les prélèvements sociaux étant précomptés par l'assureur)

Le règlement sera effectué par virement sur un compte ouvert à mon nom exclusivement.

Relevé bancaire (BIC/IBAN) détenu par la Compagnie (Banque : _____)

je joins un nouveau relevé bancaire BIC/IBAN

(1) Pour les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France (non-résidents) : contactez le service clients d'AVIVA VIE pour connaître les pièces à fournir.

Je suis informé(e) que s'il y a des avances en cours, elles seront déduites ainsi que les intérêts.

(2) Je suis une personne politiquement exposée si : «J'exerce ou j'ai cessé d'exercer au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative (*), ou je suis un membre direct de la famille (**), d'une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction, ou je suis étroitement associé(e) (***) à une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction.»

(*) Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne, membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours, membre d'une cour des comptes dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale, ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière, Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée, membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique, dirigeant d'une institution internationale publique créée par un traité.

(**) Le conjoint ou le concubin notoire, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère, en ligne directe, les ascendants, descendants et alliés, au premier degré, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère.

(***) Toute personne physique identifiée comme étant le bénéficiaire effectif d'une personne morale conjointement avec une personne politiquement exposée, toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec une personne politiquement exposée.

"Je suis informé(e) que les données personnelles communiquées par mes soins à Aviva Vie sont nécessaires pour traiter ma demande et assurer le respect des contraintes juridiques qui s'imposent à tout établissement financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Je suis informé que mes réponses sont obligatoires et qu'à défaut Aviva Vie ne pourra traiter ma demande. J'ai bien noté que les données collectées sont conservées pendant toute la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées, et pas au-delà et que par ailleurs, je dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données me concernant dans le respect des dispositions de la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 et de la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Ce droit peut être exercé à tout moment en écrivant au siège social d'Aviva Vie à l'adresse suivante : 70 avenue de l'Europe 92273 Bois-Colombes cedex "

Votre conseiller

Nom : _____

Code : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature :

Fait à _____, le _____

Signature de l'Adhérent/Co-Adhérent

V5586B (01/2018)

1/2

FGEST

Rachats Partiels et Totaux

Contrats d'assurance vie souscrits par des personnes physiques

- Détermination du niveau de vigilance et des documents à transmettre -

Notice explicative

Tous les établissements financiers, parmi lesquels les établissements d'assurances, ont l'obligation d'appliquer la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Dans le cadre du renforcement de la législation, des mesures de vigilance distinctes doivent être appliquées en cas de demande de rachat.

Tous les clients sont concernés par cette réglementation qui prévoit, selon les situations, d'appliquer trois niveaux de vigilance : allégée, standard ou renforcée.

Selon le niveau de vigilance devant être appliqué, des informations et documents complémentaires devront être transmis.

La méthodologie - ci-dessous - vous permet de définir le niveau de vigilance devant être appliqué en cas de demande de rachat, ainsi que les informations et documents complémentaires devant être transmis par le client.

Méthodologie

Etape 1

Définir le niveau de vigilance selon :
- le montant du rachat
- et la date d'effet du contrat concerné

Détermination du niveau de vigilance

Montant du rachat (Rachat Total ou Rachat Partiel)	Date d'effet du contrat	
	≤ 24 mois	> 24 mois
inférieur à 200 000€	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance allégée
supérieur ou égal à 200 000€	<input type="checkbox"/> vigilance renforcée	<input type="checkbox"/> vigilance standard

➤ Quel que soit le niveau de vigilance défini à l'issue de l'étape 1, il convient de répondre au questionnaire de l'étape 2.

Cas spécifiques nécessitant une vigilance accrue

Questionnaire	OUI	NON
- L'adhérent est une Personne Politiquement Exposée au sens de l'article L. 561-10-2 du Code Monétaire et Financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- L'adhérent réside à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Le règlement fait l'objet d'un virement vers un compte bancaire à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

➤ Au moins une réponse «OUI» au Questionnaire

Vigilance renforcée dès le 1^{er} € ⁽¹⁾

(1) rachats partiels et rachats totaux, quelle que soit l'antériorité de la date d'effet du contrat

Etape 2

Définir si l'opération entre dans un contexte spécifique nécessitant une vigilance accrue

Informations et Documents à transmettre

Vigilance allégée	Vigilance standard	Vigilance renforcée
1 copie d'une pièce d'identité de l'adhérent en cours de validité (*)	1 copie d'une pièce d'identité de l'adhérent en cours de validité (*) + 2 Indication par l'adhérent du motif de rachat(***)	1 copie d'une pièce d'identité de l'adhérent en cours de validité (*) (**) + 2 Indication par l'adhérent du motif de rachat(***) + 3 copie d'un justificatif du motif de rachat + 4 copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois, si : - l'adhérent est une Personne Politiquement Exposée, - l'adhérent réside à l'étranger, - ou si le règlement fait l'objet d'un virement vers un compte bancaire à l'étranger.

(*) sauf si une copie d'une pièce d'identité en cours de validité est déjà présente dans le dossier de l'adhérent.

(**) une deuxième pièce d'identité en cours de validité est requise si l'adhérent est une personne politiquement exposée.

(***) en l'absence de l'indication du motif de rachat sur le formulaire, une Demande de Renseignement Complémentaire concernant une Prestation (DRCP) sera demandée.

Informations et documents devant être transmis par l'adhérent

Lors de l'examen du dossier et en dehors des cas susvisés, la Compagnie peut - à tout moment - demander la communication de pièces complémentaires.